

# ***SECTION E***

## ***Cahier des clauses contractuelles***

----- Cette page a été laissée blanche intentionnellement -----

Le cahier des « *Clauses générales relatives aux services professionnels* » fait partie intégrante de la présente section.

Ce cahier est disponible à l'adresse suivante

[http://www.hydroquebec.com/data/soumissionnez/pdf/services\\_professionnels\\_plus\\_de\\_100k\\_20180928.pdf](http://www.hydroquebec.com/data/soumissionnez/pdf/services_professionnels_plus_de_100k_20180928.pdf)

----- Cette page a été laissée blanche intentionnellement -----



# **Contrat de services professionnels**

## **Clauses particulières**

Table des matières	Clauses particulières
Numéro et Description	Page

---

1.	CHANGEMENTS AUX CLAUSES SPÉCIFIQUES -----	1
2.	COMMANDES -----	3
3.	MESURES DE SÉCURITÉ ENTOURANT UNE INTERCONNEXION -----	3
4.	RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS - COMMERCIAUX ET AUTRES-----	5
5.	PROTECTION DES RESSOURCES TI DU CLIENT -----	7
6.	TRANSPORT AÉRIEN DU PERSONNEL -----	8
7.	PRODUITS OU ÉQUIPEMENTS PROPOSÉS PAR LE CONSULTANT-----	8
8.	VÉRIFICATION DE LA FIABILITÉ ET DE L'INTÉGRITÉ DES PERSONNES -----	9
9.	ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE -----	9

---

Note : Le masculin est utilisé sans discrimination dans le présent contrat, à seule fin d'alléger le texte.

## 1. Changements aux clauses spécifiques

**Modification** à la clause intitulée *Frais de déplacement* du cahier des clauses spécifiques à la rémunération.

Se lisait :

- Repas et hébergement :

Le Consultant facture les sommes réellement versées à son personnel sans dépasser les tarifs mentionnés en a.1) ou en a.2) ou bien les dépenses avec pièces justificatives, selon les modalités citées en b), pour tout déplacement satisfaisant à toutes les conditions suivantes :

- à la demande du CLIENT, la ressource du CONSULTANT se déplace à plus de 50 km de l'adresse d'affaires du représentant du CONSULTANT identifiée au contrat aux fins d'administration;
- le CLIENT ne fournit pas d'installations (repas ou hébergement) accessibles;
- le CONSULTANT a réellement remboursé à son personnel tous les frais qu'il réclame au CLIENT.

Pour un même séjour et pour une même personne, un seul mode de rémunération doit être utilisé. Toutefois, le CONSULTANT doit présenter des pièces justificatives pour toute dépense effectuée à l'extérieur du Québec.

a.1) Allocation de séjour (repas et hébergement)

<b>Allocation fixe par jour, <i>sans pièces justificatives</i> (incluant les taxes et les pourboires) (Pour 3 repas et 1 coucher sur une période de 24 heures consécutives)</b>	
Séjour <i>maximal</i> de 10 jours consécutifs	140,00 \$
Séjour <i>de plus</i> de 10 jours consécutifs	95,00 \$

Lorsque cette option est retenu par le CONSULTANT, aucuns frais de repas ou d'hébergement ne peuvent être facturés avec pièces justificatives et ce, pour un même séjour. Toute dépense de repas, encourue sur une période de moins de 24 heures durant un même séjour, est remboursée selon les modalités prévues au paragraphe a.2) intitulé « Allocation pour les repas ».

a.2) Allocation pour les repas

<b>Allocation <u>maximale</u>, <i>sans pièces justificatives</i> (incluant les taxes et les pourboires)</b>	
Déjeuner	10,00 \$
Dîner	15,00 \$
Souper	20,00 \$

b) Repas et hébergement avec pièces justificatives

<b>Montants raisonnables approuvés par le CLIENT, sur présentation de pièces justificatives (excluant les taxes et incluant les pourboires)</b>
---

Le CLIENT se réserve le droit de réviser de temps à autre, tous les tarifs indiqués ci-dessus. Le CONSULTANT sera préalablement avisé de toute modification.

Doit se lire :

- Repas et hébergement :

Le CONSULTANT facture les sommes réellement versées à son personnel sans dépasser les tarifs mentionnés en a.1) ou en a.2) ou bien les dépenses avec pièces justificatives, selon les modalités citées en b), **ou bien une allocation pour les repas comme en a.2) et l'hébergement avec pièces justificatives comme en b.1)**, pour tout déplacement satisfaisant à toutes les conditions suivantes :

- à la demande du CLIENT, la ressource du CONSULTANT se déplace à plus de 50 km de l'adresse d'affaires du représentant du CONSULTANT identifiée au contrat aux fins d'administration;
- le CLIENT ne fournit pas d'installations (repas ou hébergement) accessibles;
- le CONSULTANT a réellement remboursé à son personnel tous les frais qu'il réclame au CLIENT.

**Pour un même séjour et pour une même personne, le mode de rémunération mixte pourra être utilisé sur approbation du Client.**

a.1) Allocation de séjour (repas et hébergement)

Allocation fixe par jour, <i>sans pièces justificatives</i> (incluant les taxes et les pourboires) (Pour 3 repas et 1 coucher sur une période de 24 heures consécutives)	
Séjour <i>maximal</i> de 10 jours consécutifs	140,00 \$
Séjour <i>de plus</i> de 10 jours consécutifs	95,00 \$

Lorsque cette option est retenue par le CONSULTANT, aucuns frais de repas ou d'hébergement ne peuvent être facturés avec pièces justificatives et ce, pour un même séjour. Toute dépense de repas, encourue sur une période de moins de 24 heures durant un même séjour, est remboursée selon les modalités prévues au paragraphe a.2) intitulé « Allocation pour les repas ».

a.2) Allocation pour les repas

Allocation maximale, <i>sans pièces justificatives</i> (incluant les taxes et les pourboires)	
Déjeuner	10,00 \$
Dîner	15,00 \$
Souper	20,00 \$

b) Repas et hébergement avec pièces justificatives

Montants raisonnables approuvés par le CLIENT, sur présentation de pièces justificatives (excluant les taxes et incluant les pourboires)
---

b.1) Hébergement avec pièces justificatives

Montants raisonnables approuvés par le CLIENT, sur présentation de pièces justificatives (excluant les taxes et incluant les pourboires)
---



## 2. Commandes

Le présent contrat en est un à commandes multiples. Par conséquent, au fur et à mesure des besoins du CLIENT, des commandes précisant les modalités de travail pour chacun des mandats, seront émises par le CLIENT, par télécopieur ou par courriel, avant le début de l'exécution des services prévus au contrat.

Le numéro indiqué sur chaque commande doit apparaître sur la facturation reliée à cette commande.

Les parties peuvent convenir, pour certaines commandes, d'une rémunération sur une base forfaitaire ou à coûts contrôlés.

## 3. Mesures de sécurité entourant une interconnexion

Aux fins de l'exécution du présent contrat, il est nécessaire de mettre en place une interconnexion entre l'environnement informatique du CLIENT et celui du CONSULTANT.

Le CLIENT autorise l'interconnexion entre l'environnement informatique du CONSULTANT et son réseau interne, sous réserve du respect par le CONSULTANT des règles de sécurité des TI du CLIENT suivantes.

### 1. Rôle et responsabilité

- 1.1 Le CONSULTANT met en place les mesures technologiques, physiques et administratives nécessaires pour assurer la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des informations du CLIENT qui transitent sur son infrastructure.
- 1.2 Le CONSULTANT s'engage à respecter les lois applicables en matière de propriété intellectuelle et de protection des droits d'auteur et à ne pas copier les logiciels du CLIENT que ce soit pour en faire le commerce ou pour un usage personnel.
- 1.3 Le CONSULTANT nomme un coordonnateur de la sécurité responsable du respect de la présente entente et de la mise en place de l'ensemble des mesures reliées à la sécurité.

### 2. Contrôle des accès

- 2.1 Le CONSULTANT maintient, et met à jour mensuellement, une liste des individus autorisés à utiliser les services rendus disponibles par l'interconnexion et les privilèges autorisés, laquelle est remise au CLIENT.
- 2.2 Les droits d'accès de chacune des ressources du CONSULTANT sont limités en fonction du besoin de savoir ou de faire tout en tenant compte du risque et seront accordés suite à une demande écrite approuvée par le gestionnaire en autorité chez le CLIENT.
- 2.3 Le coordonnateur de sécurité du CONSULTANT avise immédiatement le gestionnaire de l'unité concerné du CLIENT lors de la cessation de l'assignation d'une ressource ou de l'ajout d'une nouvelle ressource à la réalisation du contrat.
- 2.4 Lorsque l'interconnexion est établie par un réseau public, l'accès aux ressources TI du CLIENT par une ressource du CONSULTANT via cette interconnexion doit être géré par un mécanisme d'authentification faisant appel à deux facteurs\*.  
\* On définit "facteur" comme étant un mécanisme d'authentification basé sur quelque chose que l'on connaît et sur quelque chose que l'on possède, ou sur quelque chose qui caractérise l'individu (élément biométrique).
- 2.5 La ressource du CONSULTANT ne peut pas, à sa connaissance et sans une autorisation expresse écrite du client, avoir simultanément accès en écriture dans les environnements de développement et de production du CLIENT.
- 2.6 La ressource du CONSULTANT ne doit pas effectuer des tentatives délibérées de contourner une

mesure de protection existante.

3. Sécurité de l'environnement et du réseau

- 3.1 Les postes de travail de chacune des ressources du CONSULTANT qui accèdent aux ressources TI du CLIENT doivent être installés selon une configuration tenue à jour qui permet de détecter et de prévenir l'exécution de logiciels malveillants et qui empêche l'accès au poste de la ressource après un délai d'inactivité.
- 3.2 Toute communication entre le réseau de télécommunication du CLIENT et le réseau de télécommunications du CONSULTANT doit traverser un point de contrôle de sécurité d'entreprise.
- 3.3 Les points de contrôle de sécurité protégeant l'interconnexion par un réseau public doivent être configurés de façon à ce qu'ils ne permettent que les communications provenant des utilisateurs du CONSULTANT dûment autorisés.
- 3.4 L'interconnexion doit être configurée de manière à s'assurer que seule une ressource du CONSULTANT puisse accéder au réseau interne du CLIENT.
- 3.5 L'information confidentielle doit être chiffrée lorsque la mise en place d'un contrôle d'accès et de journaux rigoureux ne peut pas préserver la confidentialité de l'information.
- 3.6 Lorsqu'il y a un risque d'interception, les communications d'information confidentielle qui s'effectuent entre l'infrastructure du CLIENT et celle du CONSULTANT doivent être chiffrées de bout en bout avec une technique de chiffrement robuste.\*\*

\*\* Un "chiffrement robuste" est un chiffrement basé sur un algorithme éprouvé et accepté par l'industrie, ainsi que sur une longueur de clé et une pratique appropriée de gestion des clés.

4. Gestion des incidents

Le CONSULTANT ou sa ressource doit aviser immédiatement l'unité de support TI du CLIENT de tout soupçon d'intrusion, intrusion ou tentative d'intrusion, tout virus, tout acte qui pourrait affecter les systèmes d'information ou tout autre incident de sécurité des TI et permettre au responsable de la sécurité du CLIENT d'effectuer toute vérification nécessaire afin d'enquêter sur cet incident.

5. Gestion des changements

Avant de procéder à un changement de processus, de technologie ou d'environnement susceptible d'altérer la sécurité de l'environnement du CLIENT, le CONSULTANT informe le CLIENT du changement proposé pour discuter des compatibilités, faisabilité et impacts sur les systèmes en place et obtenir son autorisation.

6. Approbation de la configuration

Le CONSULTANT doit démontrer à un spécialiste de sécurité des TI reconnu du CLIENT que la configuration de l'interconnexion est conforme aux exigences de sécurité établies par la présente entente. Si l'interconnexion n'est pas conforme aux exigences décrites à la présente ou si son installation n'est pas passée formellement par ce processus d'approbation, elle doit être désactivée.

7. Surveillance et audit

- 7.1 Le CONSULTANT reconnaît que le CLIENT ou un tiers désigné par lui peut, suite à un avis écrit du CLIENT, procéder à une vérification du respect de la présente entente et, à cette fin, le CLIENT aura accès aux locaux du CONSULTANT ainsi qu'aux dossiers contenant les renseignements fournis par le CLIENT ou recueillis par les ressources du CONSULTANT dans le cadre de l'exécution du présent contrat, y compris, s'il y a lieu, les accès aux bases de données contenant les renseignements.
- 7.2 Le CONSULTANT reconnaît également que le CLIENT peut procéder aux vérifications nécessaires en vue de s'assurer de la protection de ses actifs informationnels, incluant notamment la surveillance du trafic et des transactions sur le réseau du CLIENT.

8 Non-respect et terminaison de l'entente

- 8.1 L'accès ne sera pas donné aux ressources du CONSULTANT tant que l'entente contractuelle et les contrôles supportant l'interconnexion ne seront pas complétés.
- 8.2 Le CONSULTANT reconnaît que le défaut de respecter les exigences de sécurité applicables du CLIENT constituera une violation de ses obligations contractuelles qui peut causer au CLIENT un préjudice sérieux ou irréparable. Par conséquent, le CONSULTANT reconnaît que le CLIENT pourra avoir notamment un recours immédiat à l'injonction et ce, sous réserve de tous ses autres recours.
- 8.3 Cette autorisation est accordée exceptionnellement et temporairement. Le CLIENT peut y mettre fin sans préavis.
- 8.4 À l'expiration du contrat, ou en tout temps sur demande écrite du CLIENT, le CONSULTANT s'engage à lui retourner tous les renseignements que ce dernier lui a fournis ou qu'il a recueillis. Le CONSULTANT s'engage également à détruire toute copie de ces renseignements et à fournir au CLIENT un document établissant qu'aucune copie des renseignements n'a été conservée.
- 8.5 Si une ressource du CONSULTANT prend des copies des logiciels appartenant au CLIENT pour travailler sur ses propres équipements, le CONSULTANT s'engage à ce que ces copies et les données appartenant au CLIENT soient détruites de façon à ne plus être accessibles et intelligibles à la fin du contrat, ou en tout temps sur demande écrite du CLIENT, et à fournir à ce dernier un document établissant qu'aucune copie des logiciels contenant ces renseignements n'a été conservée.

4. Renseignements confidentiels - Commerciaux et autres

Les parties reconnaissent que la nature même des services prévus au contrat nécessite un échange d'informations protégées par le CLIENT. Le CONSULTANT s'engage donc à garder confidentiels les renseignements fournis par le CLIENT ou recueillis par lui-même dans le cadre de l'exécution du présent contrat ainsi que l'ensemble des travaux réalisés et toutes les données en résultant.

Les renseignements confidentiels comprennent entre autres les renseignements financiers, commerciaux, industriels, scientifiques, techniques ou les secrets de commerce ou industriels, appartenant notamment au CLIENT.

L'accès à ces renseignements doit être limité aux personnes qui ont réellement besoin de les connaître pour réaliser les travaux. Sous réserve du paragraphe suivant, aucun renseignement confidentiel ne peut être communiqué à un tiers.

Dans l'hypothèse où le CONSULTANT désire retenir les services d'un sous-traitant pour l'exécution d'une partie du contrat confié par le CLIENT, il doit d'abord obtenir l'approbation écrite de celui-ci. Si le CLIENT approuve ledit sous-traitant, un contrat liant le CLIENT, le CONSULTANT et le sous-traitant doit intervenir entre lesdites parties afin que le sous-traitant s'oblige envers le CLIENT à respecter les engagements et obligations contractuels du CONSULTANT relatifs aux renseignements confidentiels.

---

Sans restreindre le caractère général des paragraphes précédents, ceux-ci sont complétés par les suivants :

1. Le CONSULTANT ne peut utiliser les renseignements fournis par le CLIENT ou recueillis par le CONSULTANT pour d'autres fins que celles expressément prévues au contrat et notamment, il ne peut publier, distribuer, donner ou faire le commerce des renseignements obtenus dans le cadre de l'exécution du présent contrat.
2. Dans le but d'assurer la confidentialité des renseignements fournis par le CLIENT ou recueillis par le CONSULTANT dans le cadre de l'exécution du présent contrat, ce dernier doit prendre et appliquer les mesures de sécurité nécessaires et notamment :
  - a) avant l'exécution du contrat et la communication des renseignements par le CLIENT, faire signer à chacune des personnes ayant accès à ces renseignements, un engagement de confidentialité, à l'effet, notamment, que les renseignements ne seront utilisés que dans le cadre de l'exécution du présent contrat. Le CONSULTANT doit s'assurer du respect de l'engagement de confidentialité, conserver et mettre à la disposition du CLIENT l'original de chaque engagement de confidentialité qu'il a fait signer. Le CLIENT a, en tout temps, le droit d'exiger du CONSULTANT qu'il n'affecte plus à l'exécution du contrat une de ses ressources ou un tiers agissant à sa demande ;
  - b) obliger chacune des personnes ayant accès à ces renseignements à s'enregistrer quotidiennement dans un registre d'accès que le CONSULTANT doit conserver et, à la demande du CLIENT, mettre ce registre à sa disposition.
  - c) regrouper et classer isolément et sécuritairement tous les renseignements fournis par le CLIENT ou recueillis par le CONSULTANT ;
3. À l'expiration du contrat, ou en tout temps au cours de l'exécution du contrat, sur demande écrite du CLIENT, le CONSULTANT s'engage à retourner tous les renseignements que le CLIENT lui a fournis ou tous renseignements qu'il a recueillis pour celui-ci. Le CONSULTANT s'engage également à détruire et effacer de façon irrécupérable toute copie de ces renseignements ou toute copie de logiciel appartenant au CLIENT en propre ou sous licence remis ou recueillis dans le cadre de l'exécution de son contrat incluant ceux pour travailler sur ses propres équipements, et à fournir au CLIENT un document établissant qu'aucun renseignement ou logiciel, sous quelque forme que ce soit, n'a été conservé.
4. Le CONSULTANT s'engage à aviser sans délai le CLIENT :
  - a) de toute violation ou tentative de violation par toute personne de l'une ou l'autre des obligations relatives à la confidentialité des renseignements communiqués ou recueillis par le CONSULTANT dans le cadre de l'exécution du présent contrat, et permettre au CLIENT d'effectuer toute vérification relative à la confidentialité ;
  - b) de toute demande d'accès à un renseignement ou à un document contenant des renseignements qui lui ont été fournis par le CLIENT ou recueillis par le CONSULTANT dans le cadre de l'exécution du présent contrat, afin que le responsable de l'accès à l'information chez le CLIENT procède au traitement de cette demande d'accès.
5. Le CONSULTANT reconnaît que le CLIENT peut en tout temps procéder à une vérification du respect de la présente clause et, à cette fin, le CLIENT pourra avoir accès aux locaux du CONSULTANT ainsi qu'aux dossiers contenant les renseignements fournis par le CLIENT ou recueillis par le CONSULTANT dans le cadre de l'exécution du présent contrat, y compris, s'il y a lieu, les accès aux bases de données contenant les renseignements. Pour toute vérification du respect de la présente clause, le CLIENT doit procéder au plus tard dans les trois (3) ans après la fin du contrat.

6. Le CONSULTANT reconnaît que le défaut de respecter la confidentialité des renseignements constitue une violation de ses obligations contractuelles et peut causer à le CLIENT un préjudice sérieux ou irréparable. Par conséquent, le CONSULTANT reconnaît que le CLIENT peut avoir notamment un recours immédiat à l'injonction, et ce, sous réserve de tous ses autres recours.

## 5. Protection des ressources TI du CLIENT

Aux fins des présentes, le terme «ressources TI» désigne, de façon collective ou individuelle, les ressources matérielles et logicielles, informatiques et de télécommunication mises à la disposition des usagers par le CLIENT, notamment les équipements informatiques et de télécommunications, les systèmes d'exploitation, les logiciels, progiciels et applications informatiques, les banques de données et les informations (textuelles, visuelles, sonores ou autres) pendant qu'elles sont traitées, emmagasinées, véhiculées ou produites par tout équipement ou accessoire informatique.

Le CLIENT donne les droits d'accès au CONSULTANT et à ses ressources, aux ressources TI nécessaires à l'exécution du présent contrat, sous réserve du respect par le CONSULTANT et ses ressources des règles de sécurité des TI du CLIENT ci-dessous énoncées:

- a. Le CONSULTANT s'engage à communiquer à chacune de ses ressources les règles de sécurité des TI du CLIENT qui ont été portées à sa connaissance. Il doit s'assurer que chacune d'entre elle a pris connaissance, a bien compris et s'engage à respecter lesdites règles.
- b. Les droits d'accès accordés aux ressources du CONSULTANT sont limités en fonction de leur besoin de savoir ou de faire tout en tenant compte du risque et sont accordés suite à une demande écrite approuvée par le gestionnaire en autorité.
- c. Chaque ressource du CONSULTANT doit utiliser son code d'utilisateur unique et un mot de passe pour accéder aux ressources TI du CLIENT.
- d. La ressource du CONSULTANT ne doit pas prêter son poste de travail qui lui est assigné par le CLIENT ou communiquer son mot de passe à une autre personne.
- e. Chaque ressource du CONSULTANT doit prendre les mesures raisonnables pour protéger les équipements informatiques du CLIENT qui sont sous sa responsabilité.
- f. La ressource du CONSULTANT ne doit pas utiliser de manière abusive les ressources TI du CLIENT.
- g. La ressource du CONSULTANT ne doit pas effectuer des tentatives délibérées de contourner une mesure de protection existante.
- h. Le CONSULTANT et ses ressources s'engagent à respecter les lois applicables en matière de propriété intellectuelle et de protection des droits d'auteur et à ne pas copier les logiciels du CLIENT, que ce soit pour en faire le commerce ou pour un usage personnel.
- i. La ressource du CONSULTANT ne peut pas, à sa connaissance et sans une autorisation expresse écrite du client, avoir simultanément accès en écriture dans les environnements de développement et de production du CLIENT.

- j. Une ressource du CONSULTANT ne peut brancher sur le réseau interne du CLIENT un équipement n'appartenant pas à ce dernier, à moins d'une entente écrite entre le CONSULTANT et le CLIENT qui prévoit les conditions d'utilisation et la gestion de la sécurité de l'infrastructure (l'Entente sur le branchement de postes de travail d'un tiers au réseau du CLIENT).
- k. Le CONSULTANT ou sa ressource doit aviser immédiatement l'unité de support TI du CLIENT de tout soupçon d'intrusion, intrusion ou tentative d'intrusion, tout virus, tout acte qui pourrait affecter les systèmes d'information ou tout autre incident de sécurité des TI et permettre au responsable de la sécurité du CLIENT d'effectuer toute vérification nécessaire afin d'enquêter sur cet incident.

Avant l'exécution du contrat, le CONSULTANT doit faire signer une entente de confidentialité comportant, notamment, un engagement relativement au respect de la sécurité des ressources TI, à chacune de ses ressources ainsi qu'à celles d'un tiers agissant à sa demande ayant obtenu les droits d'accès visés par la présente. Le CONSULTANT doit conserver et mettre à la disposition du CLIENT l'original de chaque engagement qu'il aura fait signer. Le CLIENT a, en tout temps, le droit d'exiger du CONSULTANT qu'il n'affecte plus à l'exécution du contrat une de ses ressources ou un tiers agissant à sa demande.

Le CONSULTANT reconnaît que le CLIENT ou un tiers désigné par lui peut, suite à un avis écrit du CLIENT, procéder à une vérification du respect de la présente entente et, à cette fin, le CLIENT aura accès aux locaux du CONSULTANT ainsi qu'aux dossiers contenant les renseignements fournis par le CLIENT ou recueillis par les ressources du CONSULTANT dans le cadre de l'exécution du présent contrat, y compris, s'il y a lieu, les accès aux bases de données contenant les renseignements.

Le CONSULTANT reconnaît que son défaut, ou celui d'une de ses ressources, de respecter les exigences de sécurité applicables du CLIENT constituera une violation de ses obligations contractuelles qui peut causer au CLIENT un préjudice sérieux ou irréparable. Par conséquent, le CONSULTANT reconnaît que le CLIENT pourra exiger que sa ressource en défaut soit remplacée ou avoir notamment un recours immédiat à l'injonction et ce, sous réserve de tous ses autres recours.

#### **6. Transport aérien du personnel**

Le transport aérien du personnel du CONSULTANT se fait en classe économique de l'aéroport le plus près du domicile de la ressource, par tout appareil nolisé par le CLIENT ou par des compagnies assurant un service régulier en vertu d'un permis émis par le ministère des Transports du Canada. Ce coût est remboursé par le CLIENT de même que les frais de transport entre l'aéroport et le domicile de la ressource.-

#### **7. Produits ou équipements proposés par le CONSULTANT**

Lorsque le CONSULTANT propose des produits ou équipements, apparaissant dans l'un ou plusieurs des documents requis pour l'émission des appels de propositions, notamment dans les plans, dessins ou devis, il doit inscrire au document technique qu'il prépare au moins trois (3) produits ou équipements, disponibles sur le marché québécois et répondant aux exigences du CLIENT. Lorsque les documents préparés par le CONSULTANT sont conformes aux exigences de la présente disposition, il doit compléter l'attestation de conformité et la retourner au représentant du CLIENT.

Dans l'éventualité où moins de trois (3) produits ou équipements sont proposés, le CONSULTANT doit obligatoirement fournir par écrit au représentant du CLIENT, les informations qui justifient ce choix, en complétant le formulaire intitulé "Attestation de produits spécifiques" disponible au :

[www.hydroquebec.com/soumissionnez/clauses-services-professionnels.html](http://www.hydroquebec.com/soumissionnez/clauses-services-professionnels.html)

**8. Vérification de la fiabilité et de l'intégrité des personnes**

Chaque employé, représentant ou sous-traitant du CONSULTANT assigné, dans le cadre de l'exécution du présent contrat, à une fonction stratégique ou à une fonction sensible est assujéti à une vérification de la fiabilité et de l'intégrité des personnes. Dans un tel cas, la ressource doit se soumettre au processus complet de vérification prévu au Formulaire d'autorisation et de consentement - Vérification de la fiabilité et de l'intégrité des personnes joint au présent contrat.

Aux fins de la présente disposition, exerce une fonction « stratégique » toute personne dont les tâches exigent, notamment, d'avoir un accès physique à une installation classifiée critique ou accès à des informations ou actifs électroniques critiques, ainsi classifiés par le CLIENT. Une fonction est dite « sensible » lorsque le poste ou la nature des tâches sont identifiés comme tels par le CLIENT.

Le CLIENT détermine lesquels des employés, représentants et sous-traitants du CONSULTANT doivent faire l'objet d'une Vérification de la fiabilité et de l'intégrité des personnes en rapport avec la fonction stratégique ou sensible à laquelle l'employé, représentant ou sous-traitant du CONSULTANT est affecté pour l'exécution du contrat. Afin que le CLIENT puisse procéder à cette vérification, le CONSULTANT s'engage à fournir tous les renseignements personnels nécessaires pour chacune des personnes désignées, après que ces dernières aient expressément consenti à fournir ces informations nécessaires pour le CLIENT. S'il y a lieu, les frais encourus pour les démarches de vérification devant s'effectuer à l'extérieur du Canada sont entièrement assumés par le CONSULTANT.

Le CLIENT peut, à sa seule discrétion, exiger le remplacement de toute personne sous la responsabilité du CONSULTANT qui ne répond pas aux critères de vérification de la fiabilité et de l'intégrité des personnes visés par la présente. Dans ce cas, le CONSULTANT est seul responsable des frais, débours, délais et autres conséquences résultant d'un tel remplacement.

Lors de l'émission du contrat, les parties identifient chacun un responsable pour les communications relatives à la Vérification de la fiabilité et de l'intégrité des personnes. Le CLIENT s'engage à ce que l'accès aux renseignements personnels concernant les ressources du CONSULTANT soit limité aux personnes qui en ont besoin pour la réalisation de ces vérifications.

**9. Évaluation de la performance**

Le CLIENT évalue la performance du CONSULTANT durant l'exécution ou à la fin du contrat.

Pour les fins de ce contrat, le CONSULTANT est évalué selon les trois indicateurs suivants :

	<u>Pondération</u>
A. Qualité des biens et services	50 %
B. Respect des engagements contractuels:	40 %
. respect des échéanciers	
. respect des coûts	
C. Qualité de la relation d'affaires	10 %
	<hr/>
	100 %

Le CLIENT soumet son évaluation au CONSULTANT. Celui-ci peut adresser verbalement ses questions auprès du signataire de la lettre de transmission. Le CONSULTANT peut également fournir ses commentaires par écrit. Ces commentaires font partie intégrante de l'évaluation et doivent être adressés au signataire de la lettre de transmission de l'évaluation. Enfin, le CONSULTANT peut demander une révision de son évaluation.





# **Contrat de services professionnels**

Clauses générales relatives  
aux services professionnels

1.	LIEU DE PASSATION DU CONTRAT -----	1
2.	SÉCURISATION DES ACTIFS ET VÉRIFICATION DE LA FIABILITÉ ET DE L'INTÉGRITÉ DES PERSONNES -----	1
3.	PROPRIÉTÉ ET DONNÉES DU CLIENT -----	1
4.	CONFIDENTIALITÉ ET NON-DIVULGATION -----	1
5.	RESPONSABILITÉ DU CONSULTANT -----	2
6.	PUBLICITÉ ET MARQUE DE COMMERCE -----	2
7.	CESSION DE CONTRAT, SOUS-TRAITANCE ET CESSIION DES CRÉANCES -----	2
8.	COMPTABILITÉ ET CONTRÔLE DES COMPTES -----	2
9.	COMPATIBILITÉ INFORMATIQUE -----	3
10.	SUSPENSION DES SERVICES -----	3
11.	RÉSILIATION -----	3
12.	MISE EN DEMEURE -----	3
13.	CODE DE CONDUITE DES FOURNISSEURS -----	3
14.	LANGUE DE COMMUNICATION -----	4
15.	FORCE MAJEURE -----	4
16.	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT -----	4
17.	LOIS ET RÈGLEMENTS -----	4
18.	SOUS-TRAITANCE -----	4
19.	EMBAUCHE DE RETRAITÉ D'HYDRO-QUÉBEC -----	5
20.	CONFLIT D'INTÉRÊTS -----	5

1. **Lieu de passation du contrat**

Le contrat est régi par les lois applicables au Québec et tout litige découlant de son exécution est soumis à la juridiction exclusive des tribunaux du Québec.

2. **Sécurisation des actifs et vérification de la fiabilité et de l'intégrité des personnes**

Le CONSULTANT qui doit accéder aux actifs du CLIENT dans le cadre de l'exécution du contrat s'engage à respecter et à faire respecter par ses employés, représentants et sous-traitants toutes les consignes de sécurité du CLIENT qui ont été portées à sa connaissance.

Pour les fins de la présente disposition, un actif est un ensemble des biens appartenant à Hydro-Québec ou dont Hydro-Québec a la garde et l'usage, qu'ils soient corporels tels que les installations, les bâtiments, les chantiers, le matériel roulant, les équipements et les outils, etc. ou qu'ils soient incorporels tels que les brevets, les droits d'auteur, les marques de commerce et les informations.

À cet effet, sur demande du CLIENT, une vérification relative à la fiabilité et à l'intégrité des personnes peut être exigée en tout temps de tout employé, représentant ou sous-traitant du CONSULTANT, dans le cadre de l'exécution du présent contrat. Le CLIENT peut, à sa seule discrétion, exiger le remplacement de tout employé, représentant ou sous-traitant du CONSULTANT ne remplissant pas les critères de vérification. Dans ce cas, le CONSULTANT est seul responsable des frais, débours, délais et autres conséquences résultant d'un tel remplacement.

Le CONSULTANT doit aviser dans les plus brefs délais le représentant du CLIENT de tout incident, non-conformité ou autre situation affectant la sécurité survenant dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution des obligations découlant du présent contrat.

Dans le cas où le CONSULTANT fait défaut de respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection des actifs, le CLIENT se réserve le droit d'appliquer les mesures prévues aux clauses particulières, le cas échéant.

3. **Propriété et données du CLIENT**

Tous les travaux exécutés par le CONSULTANT et tous les produits qui en découlent deviennent, au fur et à mesure de leur réalisation, la propriété du CLIENT. Cependant, le CONSULTANT en assume la garde, le contrôle et la responsabilité jusqu'au moment de la livraison finale des travaux au CLIENT.

Le CONSULTANT cède au CLIENT tous les droits qui se rapportent à ces travaux et produits incluant notamment les droits d'auteur, les droits visés par les lois sur les dessins industriels, sur les marques de commerce et sur les brevets. Le CONSULTANT s'engage également à poser les gestes requis pour protéger ces droits et en permettre l'exploitation. De plus, le CONSULTANT renonce aux droits moraux ou, selon le cas, s'assure qu'il y a renonciation de la part de toute personne participant aux travaux exécutés.

Les données appartenant au CLIENT de même que les données résultant de l'exécution des services, compilées ou non, demeurent la propriété du CLIENT..

Toute propriété intellectuelle appartenant au CONSULTANT avant la signature du présent contrat demeure la propriété du CONSULTANT à moins d'une entente écrite à l'effet contraire intervenue entre les parties.

4. **Confidentialité et non-divulgaration**

Tout renseignement communiqué par une partie à l'autre ou obtenu dans le cadre de l'exécution du contrat ainsi que l'ensemble des travaux réalisés et toutes les données en résultant constituent des renseignements confidentiels, à moins que ces renseignements ne soient connus du public.

Chaque partie s'engage à garder confidentiels et à ne pas divulguer ces renseignements et à prendre toutes les mesures nécessaires pour en protéger la confidentialité.

L'accès à ces renseignements doit être limité aux personnes qui ont réellement besoin de les connaître pour réaliser les

travaux. Aucun renseignement confidentiel fourni par le CLIENT ou recueilli par le CONSULTANT dans le cadre de l'exécution du contrat ne peut être communiqué par une partie à moins d'y avoir été autorisé expressément par l'autre partie.

**5. Responsabilité du CONSULTANT**

Le CONSULTANT est entièrement responsable envers le CLIENT de la bonne exécution des services prescrits au contrat, selon les règles de l'art, et il en assume la responsabilité professionnelle. Il doit reprendre, à ses frais, tout travail non conforme aux prescriptions du contrat.

Si le CONSULTANT cause des dommages à l'occasion de l'exécution du contrat, il s'engage à indemniser toute victime de tels dommages y compris le CLIENT, à dégager ce dernier, ses administrateurs, dirigeants, employés, préposés, mandataires et ayants droits de toute responsabilité et à prendre fait et cause pour eux dans toute poursuite judiciaire provenant de tiers qui pourrait être intentée à cet égard. L'indemnisation doit couvrir le capital, les intérêts, l'indemnité additionnelle prévue au Code civil du Québec, les frais d'expertises et frais de toute autre nature, de toute condamnation prononcée contre eux.

**6. Publicité et marque de commerce**

Tout projet de publicité du CONSULTANT en rapport avec le contrat doit être préalablement autorisé par écrit par le CLIENT.

Le CONSULTANT ne peut utiliser, à quelque fin que ce soit, le nom, l'image, le logo ou la marque de commerce du CLIENT sans autorisation écrite préalable de celui-ci.

**7. Cession de contrat, sous-traitance et cession des créances**

a) Cession de contrat et sous-traitance

Le CONSULTANT ne peut céder ou sous-traiter, en tout ou en partie, les services faisant l'objet du contrat sans le consentement écrit préalable du CLIENT.

Tous les frais encourus par le CLIENT pour la cession seront facturés au CONSULTANT.

b) Cession des créances

Le CONSULTANT ne peut céder les créances découlant de l'exécution du contrat sans l'autorisation préalable écrite du CLIENT et ce dernier conserve en tout temps, même en cas d'autorisation ou de signification d'une telle cession, le droit d'opérer compensation de toute dette du CONSULTANT à son égard à même les sommes qu'il pourrait lui devoir.

**8. Comptabilité et contrôle des comptes**

a) Principes comptables

Le CONSULTANT doit comptabiliser distinctement le coût des services conformément aux principes et pratiques comptables généralement reconnus.

b) Période de conservation

Le CONSULTANT conserve tous les livres, registres comptables pertinents au contrat ainsi que tous les documents relatifs au contrat, de même que tout document ayant servi à l'élaboration de sa soumission, pendant trois (3) ans après la fin du contrat. Sur demande du CLIENT, la période de conservation doit être prolongée pour une période additionnelle de trois (3) ans.

c) Droit de vérification

Sur demande écrite, pendant la durée du contrat et pour la période prévue de conservation après la réception définitive, le CONSULTANT met à la disposition du CLIENT tous les livres, registres comptables pertinents au contrat ainsi que tous les documents relatifs au contrat que le CLIENT pourrait requérir pour vérifier que le CONSULTANT a exécuté le contrat conformément aux exigences prescrites. Le CLIENT peut vérifier et reproduire toutes les pièces.

De plus, sur demande écrite, le CONSULTANT s'engage à ce que tous les sous-traitants mettent à la disposition du

CLIENT tous les livres, registres comptables pertinents au contrat ainsi que tous les documents relatifs au contrat. Le CLIENT pourra vérifier et reproduire toutes les pièces.

Pour les services rémunérés à forfait, le CLIENT n'a le droit d'examiner les livres, registres comptables pertinents au contrat ainsi que tous les documents relatifs au contrat que s'il y a réclamation présentée par le CONSULTANT.

**9. Compatibilité informatique**

Lorsque des systèmes informatiques ou des logiciels sont utilisés pour les fins du contrat, le CONSULTANT est responsable du transfert, dans le format d'échange exigé par le CLIENT, des données informatiques conçues et réalisées dans le cadre du contrat. Il s'assure que les supports et les formats utilisés sont compatibles avec les systèmes informatiques et les logiciels du CLIENT et adaptés au volume de données à transmettre et, à la fin du contrat, transmet à celui-ci les données informatiques utilisées.

**10. Suspension des services**

Sur avis écrit, le CLIENT a, en tout temps, le droit de suspendre l'exécution des services, en totalité ou en partie, selon les modalités énoncées à l'avis écrit.

Lorsque le CLIENT suspend l'exécution des services par sa seule volonté et sans le défaut du CONSULTANT, il s'engage à payer au CONSULTANT les coûts supplémentaires résultant de la suspension s'il en est, à l'exclusion toutefois, de la perte de profits à l'égard des services non réalisés.

**11. Résiliation**

Le CLIENT a, en tout temps, le droit de résilier le contrat en totalité ou en partie par avis écrit. Le contrat est alors réputé résilié à la date indiquée à l'avis de résiliation.

Le CONSULTANT doit alors remettre au CLIENT tout ce qui appartient à ce dernier en vertu de la clause intitulée *Propriété et données du CLIENT*.

Le CONSULTANT doit cesser immédiatement l'exécution des services selon les instructions du CLIENT. Si certaines activités doivent être menées à terme, le CONSULTANT avise par écrit le CLIENT. Aucun paiement ne sera effectué pour des activités exécutées après la résiliation, à moins d'avoir été approuvées au préalable par le CLIENT.

**Sans le défaut du CONSULTANT :**

Lorsque le CLIENT résilie le contrat, par sa seule volonté et sans le défaut du CONSULTANT, ce dernier a droit, déduction faite des sommes qu'il doit au CLIENT et en proportion du prix contractuel, aux frais ou dépenses approuvés par le CLIENT pour l'exécution du contrat ainsi qu'à la valeur des services rendus et à tout autre préjudice qu'il a pu subir avant la notification de la résiliation, à l'exclusion de la perte de profits à l'égard des services non réalisés.

**Par suite du défaut du CONSULTANT :**

Lorsque le CONSULTANT est en défaut aux termes du contrat, le CLIENT peut résilier le contrat en totalité ou en partie. Le CONSULTANT a alors droit à la valeur des services rendus au moment de la notification de la résiliation, déduction faite des sommes qu'il doit au CLIENT et en proportion du prix contractuel. Le CONSULTANT demeure responsable envers le CLIENT de toute perte et de tout dommage occasionnés par son défaut.

**12. Mise en demeure**

Si un terme est fixé au contrat pour accomplir une obligation, les parties sont en demeure par le seul écoulement du temps.

**13. Code de conduite des fournisseurs**

Le CONSULTANT doit respecter les principes du Code de conduite des fournisseurs d'Hydro-Québec disponible au [www.hydroquebec.com/soumissionnez/code-conduite.html](http://www.hydroquebec.com/soumissionnez/code-conduite.html). Le CONSULTANT confirme en avoir pris connaissance et en comprendre la portée. Le CONSULTANT doit prendre les mesures nécessaires pour s'y conformer et doit s'assurer que ses sous-traitants respectent également ces dispositions.

14. **Langue de communication**

Les communications verbales entre le CONSULTANT et le CLIENT se font en français. Les communications écrites, y compris les comptes rendus des rencontres et tous les rapports à remettre au CLIENT, sont rédigés en français.

15. **Force majeure**

Aucune des parties n'est réputée enfreindre le présent contrat lorsque l'inexécution ou l'exécution tardive d'une obligation, sauf l'obligation d'effectuer des paiements exigibles en vertu des présentes, est attribuable à un événement imprévisible et irrésistible incluant notamment des catastrophes naturelles, d'actions (ou d'omissions) d'autorités gouvernementales, de tremblements de terre ou autres mouvements sociaux, de guerres, d'épidémie, de troubles civils, d'émeutes.

La survenance d'un cas de force majeure n'entraîne aucune obligation de compenser les dommages pouvant en résulter.

16. **Protection de l'environnement**

Le CONSULTANT doit respecter toutes les lois et règlements applicables au Québec en matière de protection de l'environnement. Il est responsable de prévenir la pollution ou la nuisance qui pourrait être causée par les produits, services et activités découlant du présent contrat. À cet effet, il doit prendre, à ses frais, toutes les dispositions nécessaires pour protéger l'environnement et pour éviter toute forme de pollution ou de nuisance. De plus, il s'assure qu'il a du personnel qui a reçu la formation appropriée pour intervenir en cas d'urgence de nature environnementale.

Le CONSULTANT s'engage à tenir Hydro-Québec indemne de toute réclamation, sanction, pénalité, contravention ou avis d'infraction en matière de protection de l'environnement, résultant d'un manquement, faute ou négligence du CONSULTANT ou de quiconque dont il est légalement ou contractuellement responsable ou imputable. À défaut de respecter cet engagement d'indemniser Hydro-Québec dans les trente (30) jours d'un avis écrit à cet effet, celle-ci pourra procéder à une déduction correspondante sur tout paiement subséquent dû en vertu du présent contrat.

Le CONSULTANT doit aviser dans les plus brefs délais le représentant du CLIENT de tout incident, non-conformité ou urgence de nature environnementale survenant dans le cadre de l'exécution des obligations découlant du présent contrat.

Il doit en outre respecter les dispositions environnementales décrites aux clauses particulières du présent contrat.

17. **Lois et Règlements**

Lorsque le CONSULTANT est visé par une inadmissibilité ou interdiction d'exécuter ou de poursuivre l'exécution du contrat en vertu de la Loi sur les contrats des organismes publics (L.R.Q., c. C-65.1), ou de la Loi électorale (L.R.Q., c. E-3.3), il est alors réputé en défaut au sens du contrat, sans qu'aucun avis de défaut ne soit requis et il est responsable envers le CLIENT pour l'ensemble des dommages qui en découlent.

Le CONSULTANT est également responsable des dommages causés au CLIENT par toute inadmissibilité ou interdiction pour un ou plusieurs de ses sous-traitant(s) d'exécuter ou de poursuivre l'exécution du (ou des) sous-contrat(s), en vertu de la Loi sur les contrats des organismes publics, L.R.Q., c. 65.1 (L.R.Q., c. C-65.1) ou de la Loi électorale (L.R.Q., c. E-3.3). De plus, le CONSULTANT doit s'assurer du respect des dispositions contenues au chapitre V.2 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (L.R.Q., c. C-65.1) et ce, pour tous les sous-contrats assujettis et pendant toute la durée du sous-contrat visé.

De plus, en cours d'exécution du présent contrat, le gouvernement peut obliger le CONSULTANT ainsi que les entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à ce contrat à demander une autorisation de contracter auprès de l'Autorité des marchés financiers dans le délai et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

18. **Sous-traitance**

Le CONSULTANT s'engage à assujettir tout contrat de sous-traitance aux dispositions du présent contrat.

Sans limiter ce qui précède, le CONSULTANT est également responsable des dommages causés au CLIENT résultant de l'inadmissibilité ou interdiction pour un ou plusieurs de ses sous-traitants d'exécuter un contrat, en vertu de la Loi sur les contrats des organismes publics, L.R.Q., c. 65.1 (L.R.Q., c. C-65.1) ou de la Loi électorale (L.R.Q., c. E-3.3).

En vertu de lois précitées, le Consultant doit, avant le début des travaux, transmettre au représentant du CLIENT, par écrit, une liste indiquant pour chaque sous-contrat qu'il a conclut les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du sous-traitant ;
- le montant et la date du sous-contrat.

Le CONSULTANT qui, après le début des travaux contracte avec un sous-traitant dans la cadre de l'exécution du présent contrat doit en aviser le représentant du CLIENT en lui produisant une liste modifiée avant que ne débutent les travaux confiés à ce sous-traitant.

**19. Embauche de retraité d'Hydro-Québec**

Le CONSULTANT s'engage à ne pas affecter à l'exécution du contrat toute personne qui a été à l'emploi d'Hydro-Québec et qui est retraitée d'Hydro-Québec depuis moins de deux (2) ans.

Toutefois, sur autorisation écrite du CLIENT et selon les modalités énoncées ci-après, le CONSULTANT pourra embaucher et affecter une personne qui a été à l'emploi d'Hydro-Québec et ayant quitté celle-ci depuis moins de deux (2) ans, s'il s'engage à respecter les conditions suivantes:

- Le retraité ne sera pas autorisé à travailler dans les locaux administratifs d'Hydro-Québec.
- Le nombre d'heures facturées à Hydro-Québec ne devra pas dépasser 750 heures par année par personne pour l'ensemble des contrats.

En l'absence d'une autorisation écrite du représentant désigné du CLIENT, les services rendus par des ressources visées par le présent paragraphe ne seront pas rémunérés.

Dans l'éventualité où une dérogation à ces règles serait requise, le CONSULTANT devra avoir obtenu au préalable une autorisation écrite du CLIENT. Cette autorisation devra notamment prévoir les modalités de cette dérogation.

**20. Conflit d'intérêts**

Le CONSULTANT s'engage à éviter tout conflit d'intérêts ou apparence de conflit d'intérêts ainsi que toute situation susceptible de créer un conflit d'intérêts.

Le CONSULTANT doit dénoncer au CLIENT tout changement de situation pouvant entraîner un conflit d'intérêts ou une apparence de conflit d'intérêts. Sur réception d'une telle dénonciation, le CLIENT se réserve le droit de résilier le présent contrat.







# **Contrat de services professionnels**

Clauses spécifiques  
au domaine:  
Ingénierie

Table des matières	
Numéro et Description	Page
<hr/>	
1. ASSURANCES -----	1
2. LIMITE DE RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE DU CONSULTANT -----	1
3. INSTALLATION ET MATÉRIEL MIS À LA DISPOSITION DU CONSULTANT -----	1
4. INSPECTION DU SITE DES TRAVAUX -----	1
5. CONDITIONS AU CHANTIER ISOLÉ OU ÉLOIGNÉ-----	1
6. PRÉPARATION ET REMISE DE DOCUMENTS -----	2
7. REMPLACEMENT D'UNE PERSONNE-RESSOURCE -----	3

---

Note : Le masculin est utilisé sans discrimination dans le présent contrat, à seule fin d'alléger le texte.

---

**1. Assurances**

Le CONSULTANT doit maintenir en vigueur, pendant toute la durée du contrat, toutes les polices d'assurances qu'il juge à propos pour couvrir les risques inhérents à l'exécution du contrat. Sur demande du CLIENT, le CONSULTANT doit fournir une attestation des polices d'assurance en vigueur.

**2. Limite de responsabilité professionnelle du CONSULTANT**

La responsabilité professionnelle, ou la responsabilité pour erreur et omission, selon le cas, du CONSULTANT envers le CLIENT est limitée à la valeur du contrat, sauf pour tout professionnel pour lequel la législation ou réglementation applicable interdit de limiter la responsabilité professionnelle.

**3. Installation et matériel mis à la disposition du CONSULTANT**

Le CONSULTANT assume l'entière responsabilité des installations et du matériel mis à sa disposition par le CLIENT et s'engage à les utiliser uniquement aux fins auxquelles ils sont destinés.

À la fin du contrat, le CONSULTANT doit remettre dans l'état où il les a reçus, les installations et le matériel mis à sa disposition par le CLIENT. Le CONSULTANT est responsable des dommages causés à ces installations et à ce matériel.

**4. Inspection du site des travaux**

Sur demande du CLIENT, le CONSULTANT s'engage, à effectuer une inspection visuelle du site des travaux, avant le début des travaux et à informer, par écrit, le CLIENT de tout élément susceptible d'affecter l'exécution du contrat.

**5. Conditions au chantier isolé ou éloigné****a) Définitions :****1) *Association sectorielle paritaire de la construction (ASP) :***

Association constituée en vertu de l'article 99 de la *Loi sur la Santé et la Sécurité au travail* L.R.Q. c. S-2.1.

**2) *Chantier :***

- Lieu où s'effectuent des travaux d'études et de relevés techniques, d'étude de comportement, de surveillance de travaux, de construction, d'érection, d'entretien, de rénovation, de réparation, de modification ou de démolition de bâtiments ou d'ouvrages tels qu'une ligne, un poste, une centrale, un barrage, etc. exécutés sur les lieux mêmes du chantier et à pied d'œuvre, y compris les travaux préalables d'aménagement du sol, les autres travaux déterminés par règlement et les locaux mis par l'employeur à la disposition des travailleurs de la construction à des fins d'hébergement, d'alimentation ou de loisirs.

**3) *Travaux effectués sur le territoire de la région de la Baie James :***

- Travaux effectués sur le territoire de la région de la Baie James et réalisés sous la responsabilité d'Hydro-Québec ou de la Société d'énergie de la Baie James. Une prime de 50% du tarif horaire du salarié est applicable le samedi après-midi.
- La semaine normale de travail du salarié qui effectue des travaux sur le territoire de la région de la Baie James est de 55 heures.

**4) *Chantier éloigné :***

- Chantier avec un campement ou chantier situé à plus de 120 km d'une agglomération de plus de 1 000 habitants.
- La semaine normale de travail du salarié qui effectue des travaux dans un chantier éloigné est de 40 heures.

**5) *Chantier isolé ou territoire isolé :***

- Endroit inaccessible par une route carrossable et qu'aucun système régulier de transport ne relie au réseau routier du Québec.
- La semaine normale de travail du salarié qui effectue des travaux dans un chantier ou territoire isolé est de 55 heures. Une prime de 50% du tarif horaire du salarié est applicable le samedi après-midi.

**b) Formation et attestation du personnel du CONSULTANT :****1) *Formation du personnel technique :***

Avant l'affectation de son personnel technique ayant à oeuvrer dans le domaine de la construction pour la réalisation du contrat, le CONSULTANT s'engage à lui donner ou à lui faire suivre la formation de base nécessaire dans les domaines spécialisés de la construction demandés par le CLIENT.

Le programme de formation, approuvé au préalable par le CLIENT, respecte entre autres le Code de sécurité développé par le CLIENT. Une attestation à l'effet que l'employé du CONSULTANT a suivi cette formation doit être transmise au CLIENT.

**2) *Attestation de l'Association sectorielle paritaire de la construction (ASP) pour la santé et la sécurité du travail :***

Tout employé du CONSULTANT affecté au chantier doit détenir une attestation de l'ASP à l'effet qu'il a suivi avec succès le cours de sécurité générale exigé pour oeuvrer sur les chantiers de construction.

**3) *Programme de prévention :***

Le CONSULTANT s'engage à respecter le programme de prévention mis en place par le CLIENT ainsi que le programme de prévention du "maître d'œuvre".

**c) Exigences médicales pour les chantiers isolés ou territoires isolés :**

En raison de l'isolement de ces territoires et des dangers d'y vivre loin de soins médicaux spécialisés et afin de permettre au personnel médical sur les lieux de fournir les soins adéquats en cas d'accident, le CONSULTANT, et ses sous-traitants s'il y a lieu, doivent soumettre à un examen médical préalable tous leurs employés dont la durée d'assignation est de dix (10) jours et plus.

Cet examen est fait par un médecin identifié à cet effet par le CLIENT avant le début de l'assignation. Une liste des médecins autorisés est disponible sur demande. Le coût des examens médicaux est entièrement assumé par le CONSULTANT.

Le CONSULTANT s'assure que les rapports d'examens médicaux et les formulaires administratifs sont acheminés à Santé construction, Centre de santé Place Dupuis, 855, rue Sainte-Catherine Est, 2<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec) H2L 4P5 (514 289-2211 poste 7111), et qu'une attestation d'examen médical subi par ses employés est remise au CLIENT avant le début de leur assignation aux chantiers en territoires isolés.

Les autochtones embauchés par le CONSULTANT ou par un sous-traitant sont soumis à la même règle.

**6. Préparation et remise de documents**

Tous les documents présentés au CLIENT notamment les plans, dessins, devis, dossiers d'études, rapports et relevés, doivent être dans un format conforme aux spécifications normalisées du CLIENT et plus spécifiquement, être conformes aux répertoires, normes et guides en usage chez le CLIENT, si cela est indiqué au contrat. Les documents sont scellés et signés par un représentant de la corporation ou de l'ordre professionnel concerné, s'il y a lieu.

Le CONSULTANT remet, sans frais, au CLIENT l'original et une copie des plans de chacun des livrables. Il doit remettre également au CLIENT l'original et une copie du devis final ou rapport final. Ces documents sont compatibles avec les logiciels utilisés par le CLIENT.

Sur demande du CLIENT, le CONSULTANT doit remettre les notes de calcul, les dessins de référence, les croquis, les descriptions et données techniques ainsi que tout document préparé dans le cadre du contrat. Il doit également remettre, sans frais, toutes copies additionnelles des fichiers informatiques produits pour l'exécution du contrat et ce, pour une période de cinq (5) ans après la date de fin du contrat.

7. **Remplacement d'une personne-ressource**

Dans l'éventualité où une personne-ressource du CONSULTANT n'est plus disponible pour effectuer les travaux prévus, le CONSULTANT devra présenter au CLIENT dans les dix (10) jours ouvrables suivant l'indisponibilité, un candidat de même niveau de compétence. Le CLIENT se réserve le droit d'accepter ou de refuser ce nouveau candidat.

Le CONSULTANT s'engage à retirer toute ressource assignée par lui aux termes des présentes, suite à la réception d'un avis écrit du CLIENT à l'effet que la ressource du CONSULTANT ne respecte pas les règles générales de comportement de l'entreprise du CLIENT ou suite à une qualité de travail ou à un rendement jugés non satisfaisants par le CLIENT.





# **Contrat de services professionnels**

Clauses spécifiques  
à la rémunération

Table des matières	
Numéro et Description	Page
1. RÉMUNÉRATION DU CONSULTANT -----	1
2. DÉPENSES REMBOURSABLES -----	1
3. FRAIS DE DÉPLACEMENT -----	1
4. MATÉRIEL ET OUTIL DE TRAVAIL DU CONSULTANT -----	2
5. RAPPORT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX -----	3
6. TEMPS D'ATTENTE SUR LE SITE DES TRAVAUX -----	3
7. TEMPS DE DÉPLACEMENT -----	3
8. RELEVÉ DU TEMPS TRAVAILLÉ -----	3
9. FACTURATION ET PAIEMENT -----	3

Note : Le masculin est utilisé sans discrimination dans le présent contrat, à seule fin d'alléger le texte.



**1. Rémunération du CONSULTANT**

Le coût stipulé au contrat représente un coût maximal pour l'ensemble des services directement nécessaires à l'exécution du contrat et constitue une limite ferme à l'engagement du CLIENT.

La rémunération payable au CONSULTANT est établie en multipliant le tarif horaire ou journalier fixe pour chaque membre du personnel par le nombre d'heures ou de jours de travail consacrés par chaque membre du personnel du CONSULTANT à l'exécution du contrat.

Dans le calcul de la rémunération payable au CONSULTANT, seul est rémunéré le travail effectué par les membres du personnel du CONSULTANT dont les qualifications et le tarif fixe négocié ont été approuvés, par écrit, par le CLIENT avant le début de l'exécution des travaux. Le calcul de la rémunération inclut également toutes activités négociées à tarif fixe, à coût unitaire ou autrement.

Le tarif fixe couvre la totalité des frais et des bénéfices du CONSULTANT, à l'exclusion des dépenses remboursables nécessaires et directement reliées à l'exécution du contrat.

Aucune prime d'heures supplémentaires ne s'applique à un tarif journalier ou un tarif horaire fixe, à moins qu'un tarif négocié pour couvrir ces heures supplémentaires n'ait fait l'objet d'une approbation écrite du CLIENT.

**2. Dépenses remboursables**

Seules les dépenses nécessaires, directement reliées à l'exécution du contrat et découlant exclusivement de celui-ci sont remboursées au CONSULTANT. Pour être remboursée, une dépense doit être réclamée par le CONSULTANT et approuvée par le CLIENT ou, imposée par la loi.

Ces dépenses sont remboursées au CONSULTANT sur présentation de pièces justificatives (excluant les taxes) ou selon les montants inscrits au contrat ou négociés entre les parties et approuvés par le CLIENT.

**Sous-traitance**

Il est de la responsabilité du CONSULTANT de procéder à la vérification et à l'approbation des pièces justificatives que doit lui soumettre le sous-traitant.

La facture de la sous-traitance est une dépense remboursable qui doit être jointe à la facturation du CONSULTANT, sans pièce justificative. Le CLIENT se réserve le droit de procéder aux vérifications qu'il juge à propos, selon les termes prévus à la clause générale intitulée *Comptabilité et contrôle des comptes*.

**3. Frais de déplacement**

Le CONSULTANT facture ses frais de déplacement sur présentation de pièces justificatives avec approbation du CLIENT ou selon les tarifs maximaux indiqués ci-dessous.

- **Indemnités lors d'utilisation du véhicule personnel :**

Le CONSULTANT facture les tarifs réellement versés à son personnel, sans dépasser les tarifs mentionnés au présent tableau d'indemnités, pour tout membre de son personnel en déplacement avec l'autorisation du CLIENT.

Indemnités pour véhicules	
Véhicule personnel (automobile ou camionnette)	0,51 \$ du kilomètre
Véhicule personnel avec remorque	0,61 \$ du kilomètre

- **Repas et hébergement :**

Le CONSULTANT facture les sommes réellement versées à son personnel sans dépasser les tarifs mentionnés en a.1) ou en a.2) ou bien les dépenses avec pièces justificatives, selon les modalités citées en b), pour tout déplacement satisfaisant à toutes les conditions suivantes :

- à la demande du CLIENT, la ressource du CONSULTANT se déplace à plus de 50 km de l'adresse d'affaires du représentant du CONSULTANT identifiée au contrat aux fins d'administration ;
- le CLIENT ne fournit pas d'installations (repas ou hébergement) accessibles ;
- le CONSULTANT a réellement remboursé à son personnel tous les frais qu'il réclame au CLIENT.

Pour un même séjour et pour une même personne, un seul mode de rémunération doit être utilisé. Toutefois, le CONSULTANT doit présenter des pièces justificatives pour toute dépense effectuée à l'extérieur du Québec.

**a.1 Allocation de séjour (repas et hébergement)**

<b>Allocation fixe par jour, <i>sans pièces justificatives</i></b> (Pour 3 repas et 1 coucher sur une période de 24 heures consécutives)	
Séjour <i>maximal</i> de 10 jours consécutifs	140,00 \$
Séjour <i>de plus</i> de 10 jours consécutifs	95,00 \$

Lorsque cette option est retenue par le CONSULTANT, aucuns frais de repas ou d'hébergement ne peuvent être facturés avec pièces justificatives et ce, pour un même séjour. Toute dépense de repas, encourue sur une période de moins de 24 heures durant un même séjour, est remboursée selon les modalités prévues au paragraphe a.2 intitulé *Allocation pour les repas*.

**a.2 Allocation pour les repas**

<b>Allocation <u>maximale</u>, <i>sans pièces justificatives</i></b>	
Déjeuner	10,00 \$
Dîner	15,00 \$
Souper	20,00 \$

**b. Repas et hébergement avec pièces justificatives**

<b>Montants raisonnables approuvés par le CLIENT, <i>sur présentation de pièces justificatives</i> (excluant les taxes et incluant les pourboires)</b>
--

Le CLIENT se réserve le droit de réviser, de temps à autre, tous les tarifs indiqués ci-dessus. Le CONSULTANT sera préalablement avisé de toute modification.

**4. Matériel et outil de travail du CONSULTANT**

Le CONSULTANT déclare posséder tous les outils et le matériel requis à l'exercice de sa profession et qui sont nécessaires à l'exécution du contrat. Le CONSULTANT reconnaît que la location de ces outils et de ce matériel ne constitue pas une dépense remboursable, à moins de toute autre disposition négociée et inscrite dans le contrat.

---

**5. Rapport d'avancement des travaux**

Le CONSULTANT doit transmettre, à la demande du CLIENT, un rapport d'avancement des travaux. Ce rapport met en évidence les montants estimés et dépensés des services par rapport au pourcentage des travaux exécutés à la date du rapport.

Le rapport d'avancement des travaux peut être demandé, soit pour l'ensemble du contrat, ou détaillé par lot de travail ou par commande, selon le cas.

**6. Temps d'attente sur le site des travaux**

Si le CONSULTANT est contraint à l'arrêt des travaux durant les heures normales de travail en raison :

- des conditions climatiques sévissant sur le site des travaux ;
- d'un feu de forêt ;
- d'une raison imputable au CLIENT ;
- d'un cas de force majeure ;

le CONSULTANT a droit à la rémunération prévue au contrat jusqu'à concurrence du nombre d'heures établi pour une journée normale de travail et ce, pour chaque journée où le CONSULTANT ne peut reprendre les travaux.

Cependant, le CONSULTANT n'a droit à aucune rémunération pour toutes autres raisons causant l'inactivité soit de son personnel, du matériel ou des appareils.

**7. Temps de déplacement**

Le temps de déplacement, en dehors des heures normales de travail, est rémunéré à tarif simple et doit être approuvé au préalable par le CLIENT. Aucune prime d'heures supplémentaires n'est payable pour du temps de déplacement.

**8. Relevé du temps travaillé**

Le CONSULTANT présente avec sa facture, le relevé du temps travaillé de toute ressource assignée au contrat dont la totalité ou une partie du travail, au cours de la période donnée, est facturée au CLIENT. Le relevé indique les heures ou les jours travaillés selon la base de tarif prévue au contrat. Le CLIENT se réserve le droit d'exiger une description détaillée du travail du CONSULTANT.

**9. Facturation et paiement**

Le CONSULTANT présente sa facture au CLIENT pour les services exécutés, selon les modalités de paiement indiquées au contrat.

La facture doit indiquer séparément a) les numéros de référence et de commande, b) les honoraires (versements forfaitaires ou tarifs fixes) c) les dépenses remboursables, d) les numéros d'inscriptions du CONSULTANT pour la taxe sur les produits et services (T.P.S.) et la taxe de vente du Québec (T.V.Q.), e) les montants de taxes (T.P.S. et T.V.Q.), si applicable.

Veuillez adresser votre (vos) facture(s) avec pièces justificatives par courriel selon les modalités indiquées à l'adresse suivante :

[www.hydroquebec.com/soumissionnez/envoi-factures.html](http://www.hydroquebec.com/soumissionnez/envoi-factures.html)

Le CLIENT se réserve le droit d'apporter, en tout temps, tout redressement ou toute correction nécessaire aux comptes du contrat et de réclamer du CONSULTANT tout montant payé en trop, ou de retenir tel montant sur les sommes qu'il peut devoir au CONSULTANT pour quelque raison que ce soit en vertu de ce contrat.

Le CONSULTANT inscrit sur sa dernière facture la mention «facture finale» où il confirme par écrit, au CLIENT, que tous les coûts relatifs au contrat ont été facturés. La mention de «facture finale» s'applique également à chaque commande.

Le CLIENT émet un paiement au CONSULTANT au montant de la facture, diminué de tout montant dû par le CONSULTANT au CLIENT pour quelque raison que ce soit en vertu du contrat, trente (30) jours suivant la réception de la facture, ou quarante (40) jours suivant la date de réception s'il s'agit d'une facture finale.

Aucun paiement fait par le CLIENT au CONSULTANT ne constitue une acceptation des services rendus ou une reconnaissance que le montant payé est dû.